



DÉCISION MUNICIPALE
N° 2026 – 10
En date du 29 Janvier 2026

Objet : Société France Rénovation Services – Attribution du marché n°2024LUZ07 – construction d'un bâtiment neuf – ERP accueil de loisirs sans hébergement situé au 16 rue des Selliers à Luzarches (95270) – lot 8 : Carrelage et Faïence. Avenant N°1

Prise en application de la délibération N°2024-107 du Conseil Municipal de la commune de Luzarches en date du 5 décembre 2024, donnant délégation de pouvoir à Monsieur Le Maire dans les matières définies par l'article L.122-22 du Code général des collectivités territoriales

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment en ses articles L.2122-22 et L.2122-23,

Vu le Code de la commande publique

Vu la décision municipale n°2025-23 en date du 19 février 2025 portant attribution du marché public n°2024LUZ07 à la Société « France Rénovation Services » pour le lot n°8.

Considérant qu'il a été identifié la nécessité d'installer des siphons de sol supplémentaires dans 5 locaux du centre de loisirs.

Considérant que le devis correspondant a été examiné et considéré comme justifié.

Considérant que le coût estimé pour ces travaux s'élève à 3 000,00€ TTC

Monsieur le maire de Luzarches,

DECIDE

Article 1^{er} : De signer l'avenant n°1 avec la Société « France Rénovation Services », sise 11 rue d'Aulnay à Gonesse (95500), Siret : 451 680 417 pour un montant de 2 500,00€ HT soit 3 000,00€ TTC.

Article 2 : De fixer le nouveau montant du marché à 16 670,60 € HT soit 20 004,60€ TTC.

Article 3 : D'imputer ces dépenses sur le budget principal de la commune.

Article 4 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise - 4 boulevard de l'Hautil BP 30322, (95027) Cergy-Pontoise cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application www.telerecours.fr



Michel MANSOUX
Maire

Date de notification :
Date de transmission au représentant de l'Etat : **30/01/2026**
(pour les actes mentionnés à l'article L2131-2 du CGCT)
Date de publication : **02/02/2026**